

## **Groupe de travail Immigration, Intégration, Discriminations.**

### **Réunion restreinte de la commission IDD du vendredi 11 décembre 2009**

Étaient présents : Colette, Madjide, Aline, Pierre et Ariel

#### ***Bilan et synthèse de la commission.***

Il paraît indispensable aux membres de la commission de présenter un aperçu de la politique actuelle et de démontrer que si celle-ci est indéniablement plus inhumaine (à propos des expulsions, du non respect de l'état de droit), elle n'est pas pour autant plus efficace que celles menées par le passé pour enrayer les flux de l'immigration clandestine.

Très rapidement un débat s'engage à nouveau sur le choix entre rendre les mesures actuelles de l'accession à la naturalisation plus faciles ou si l'on accorde le droit de vote aux étrangers non issues de la Communauté Européenne (pour les mandats électoraux régionaux).

La question se pose si ces deux aspects du problème sont vraiment antinomiques ou si ils sont les deux facettes d'une même problématique. En effet à travers ce droit de vote, un de nos camarades l'a très bien expliqué lors d'une précédente réunion c'est ni plus ni moins que le droit d'être reconnu que demandent ces personnes qui sont dépossédée de toute dignité humaine. Car si l'on ne peut pas faire entendre sa voix lors d'une consultation ne serait-ce que locale alors quel poids, quelle place avons-nous dans cette société. La position du PS sur ce sujet est connue mais il serait bon lors de cette AG de rappeler les propos de Martine Aubry qui a parlé récemment de régularisation large au cas par cas.

Une autre discussion s'engage par la suite, discussion déjà abordée lors de précédentes réunions, sur la « sécurité juridique » des ressortissants étrangers. Il serait intéressant de décrire lors de l'AG le parcours du combattant que doivent affronter la plupart des étrangers qui demandent le renouvellement de leurs papiers à la préfecture. Combien de cas connaissons-nous les uns et les autres de ces personnes au départ en situation légale se retrouvent du jour au lendemain en position de sans-papiers à la suite de tracasseries administratives que l'on pourrait qualifier de Kafkaïenne. Pourquoi ne pas imaginer dans un premier temps un allègement de tout ce processus administratif pour l'APS (autorisation de Permis de séjour) à la manière d'un CDD/CDI.

Pourquoi ne pas permettre surtout de régulariser des personnes ayant un travail non pas au noir mais bien déclaré puisque payant des impôts (il est à rappeler que loin des préjugés tenaces, le travail au noir est un problème avant tout franco-français).

En définissant son titre (immigration, intégration et discrimination) la commission a toujours essayé de chercher ce qui lie les individus entre eux. Est-ce la nationalité, la langue, la culture? Sans entrer dans le débat politicien et nauséabond de M. Besson sur l'identité nationale, nous avons toujours dit à l'intérieur de ce groupe de parole que le PS doit se battre pour défendre les valeurs de la République, celles entre autres de la dignité des hommes et de la Fraternité entre les peuples ce qui implique le droit d'asile, droit bafoué chaque jour par la politique sarkosienne. Certes la crise est là, et beaucoup de nos concitoyens relayés par des partis tels que le FN pensent qu'il n'est plus possible d'accueillir les étrangers de la même façon qu'avant car il n'y a plus de travail.. En tant que parti de gauche pouvons-nous accepter de laisser dire n'importe quoi. Qu'en est-il de la situation actuelle? Qui travaillent sur nos chantiers, à l'entretien de nos voiries? Avons-

## **Groupe de travail Immigration, Intégration, Discriminations.**

nous le droit en tant qu'être humain de laisser se développer une situation délétère où la xénophobie revient à toute vitesse dans ces contrôles systématiques lors des mariages dits gris. Quelle société peut permettre ce genre d'interrogatoires appliqués aujourd'hui à des concitoyens français sur leur vie privée?

En conclusion, nous devons réaffirmer devant les Français qu'il existe une réelle différence de traitement de ce sujet de l'immigration entre la droite et la gauche.

- Tout d'abord en considérant que ce n'est pas un problème en soi, il faut faire attention aux glissements sémantiques. L'immigration a toujours été un plus, une richesse pour notre pays.

Elle peut être même un vivier pour des emplois futurs...

Si aujourd'hui nous éprouvons aujourd'hui quelques difficultés certes réelles, il faut s'attaquer aux réelles racines du mal, celui du capitalisme, libéré de tout scrupule, comme l'a affirmé récemment Pierre Mauroy lors de son discours à l'exposition sur Jaurès. Ce capitalisme qui en coupant des peuples amis de leurs ressources les pousse à immigrer dans nos pays. Le PS doit avoir une véritable politique internationale de coopération d'aide vis à vis des pays en voie d'émergence, et pas simplement à inventer une nouvelle prime de retour au pays.

- Notre parti doit se positionner sur la régularisation des sans-papiers, tout en ayant une politique de lutte contre l'esclavage moderne (filiale de travailleurs clandestins, de prostitution).

- Il doit permettre un allègement des démarches administratives pour les travailleurs payant leurs impôts et scolarisant leurs enfants pour leur permettre de vivre dans une certaine sécurité juridique et non pas vivre cachés comme au temps d'Anne Franck.

- Inscrire le droit de vote pour les ressortissants non européens au niveau des mandats locaux.

- Alléger la procédure de naturalisation.

- Accepter surtout et enfin que notre société, notre pays laisse la chance à ses concitoyens, à ceux qui ont accepté de vivre en accord avec les valeurs de la République sans distinction aucune d'origine, de couleur de peau, de religion.

Notre parti doit pouvoir engager ce débat sur la transformation de notre société à travers l'immigration. Non pas un débat sur ce qui nous sépare mais sur ce qui nous réunit.

Notre section représentative de cette nouvelle société cosmopolite, nous pourrions usité le mot de métissée, doit prendre toute sa part dans cette interrogation qui n'est ni plus ni moins qu'une interrogation sur la condition humaine, autrement plus intelligente que ce débat réduit aux acquêts qu'est celui sur l'identité nationale.

Aussi nous vous invitons chers camarades à venir nous rejoindre plus nombreux pour que nous puissions faire de nos échanges de véritables pistes de réflexion ayant force de propositions.